



**Compte-rendu du livre de Luis Fernando Angosto
Ferrández et Sabine Kradolfer (coord.), Everlasting
Countdowns. Race, Ethnicity and National Censuses in
Latin American States**

Elisabeth Cunin

► **To cite this version:**

Elisabeth Cunin. Compte-rendu du livre de Luis Fernando Angosto Ferrández et Sabine Kradolfer (coord.), Everlasting Countdowns. Race, Ethnicity and National Censuses in Latin American States. Cahiers des Amériques Latines, 2013, 71, pp.204-207. hal-00940474

HAL Id: hal-00940474

<https://hal.science/hal-00940474>

Submitted on 1 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Compte-rendu du livre de Luis Fernando Angosto Ferrández et Sabine Kradolfer (coord.), *Everlasting Countdowns. Race, Ethnicity and National Censuses in Latin American States*. Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2012. In *Cahiers des Amériques Latines*, No. 71, 2013, pp. 204-207.

Elisabeth Cunin, IRD-URMIS-Université de Nice
Compte-rendu de lecture

Luis Fernando Angosto Ferrández et Sabine Kradolfer (coord.), *Everlasting Countdowns. Race, Ethnicity and National Censuses in Latin American States*. Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2012.

Au cours de la décennie 2000, 17 pays latino-américains (sur 19) ont introduit des catégories ethniques ou raciales dans leurs recensements. Ce constat est le point de départ de l'ouvrage « *Everlasting Countdowns. Race, Ethnicity and National Censuses in Latin American States* » coordonné par Luis Fernando Angosto Ferrández et Sabine Kradolfer (Cambridge Scholars Publishing, 2012). Le statut donné aux recensements est précisé dès les premières lignes de l'introduction et repris tout au long de l'ouvrage : il s'agit d'un outil politique, qui ne « reflète » pas tant les dynamiques démographiques à un moment donné que les rapports de pouvoir au sein des administrations et entre les groupes sociaux. Les recensements ne « s'adaptent » pas au social mais le configurent. Par les recensements, « states project dominant views on what constitutes the 'national body' and, to a large extent, condition the policies that can be developed in regard to that body » (p. 4).

Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage que de proposer une longue introduction qui effectue un véritable travail de mise en lumière des enjeux théoriques et de contextualisation dans le cadre socio-historique latino-américain. S'appuyant sur une large révision de la bibliographie existante, l'introduction est aussi une synthèse qui reprend, de façon très utile et pédagogique, les grandes avancées des travaux sur les catégories ethniques et raciales dans les recensements. Au-delà, l'ouvrage fait véritablement œuvre collective et articule les études de cas avec un questionnement commun partagé et repris dans chaque chapitre

Un des apports fondamentaux du livre est de situer dans le temps long et à l'échelle de l'Amérique latine la place accordée aux catégories ethniques et raciales. L'introduction dégage ainsi des régimes d'altérité qui font correspondre idéologie/ système politiques et logiques de différenciation : conception hiérarchisée et racialisée de la différence dans les systèmes politiques libéraux du 19^{ème} siècle, idéologie du métissage et de l'acculturation avec la consolidation des politiques nationalistes de la première moitié du 20^{ème} siècle, tournant multiculturel dans un contexte de globalisation et de néo-libéralisme au tournant du 20^{ème} au 21^{ème} siècles. Ces grandes étapes sont ensuite déclinées dans les chapitres qui composent l'ouvrage, donnant à voir à la fois les tendances générales à l'Amérique latine et les spécificités nationales. C'est ainsi par exemple que, dans le cas du Pérou, David Sulmont et Néstor Valdivia ajoutent une quatrième phase de mise sous silence des questions ethniques et raciales entre les années 1970 et 1990, avant une période de reconnaissance des différences dans les années 2000, qui contribue au rapprochement tardif du Pérou du reste de l'Amérique latine. On voit ainsi se dessiner dans les chapitres un panorama d'ensemble de l'Amérique latine, avec des évolutions communes mais aussi des spécificités (décalages dans le temps, inclusion des populations afro-descendantes, etc.). Des comparaisons sont ébauchées dans l'introduction et les deux derniers chapitres ; elles demandent à être poursuivies. Existe-t-il des influences réciproques d'un pays à l'autre ? Peut-on parler de communauté épistémique des agents responsables des recensements ? Comment se manifeste-t-elle (espaces, acteurs, normes) ? Il serait ainsi instructif de revenir sur le rôle joué par les agences internationales ou les grandes réunions internationales comme « *Todos contamos* » (p. 200). Comme le suggèrent Fabiana Del Popolo et Susana Schkolnik (p. 324), la volonté affichée par les agences

internationales de rassembler, comparer voire fusionner des données nationales pose le problème de la décontextualisation de catégories si bien contextualisées dans le livre.

En outre, l'ouvrage apporte des éléments d'analyse originaux sur les recensements les plus récents (années 2000), au moment où le recours aux catégories ethniques et raciales se diffuse à toute l'Amérique latine, s'étend au-delà des populations indiennes (comme c'est le cas pour les populations afro-descendantes étudiées dans plusieurs articles) et fait l'objet de nombreux débats politiques et académiques. Plutôt que de résumer chacun des chapitres, je retiendrai trois thématiques centrales, dégagées par les coordinateurs et reprises dans les textes. L'intérêt se centre tout d'abord sur le rôle et la prise en compte de l'auto-identification dans les recensements dans un contexte de mobilisations sociales indiennes et afro-descendantes dans les années 1990 et 2000. Alors que les groupes ethniques ont longtemps été comptés à part (indiens) ou ignorés (afro-descendants) dans une logique révélatrice de leur statut dans le projet national, ils participent désormais directement à l'élaboration des recensements (choix des catégories), à leur diffusion (ateliers de socialisation) et à leur appropriation. Une autre problématique discutée dans l'ensemble des articles est celle de la définition des catégories ethniques et raciales utilisées dans les recensements. On voit parfaitement se dessiner, d'un chapitre à l'autre, des logiques d'apparition, de disparition, de transformation des catégories de recensements, logiques mises en relation avec des contextes socio-historiques et des enjeux de pouvoir eux-mêmes changeants. Enfin, une dernière réflexion commune porte sur la place de l'Etat dans l'élaboration et l'instrumentalisation des recensements, et sur les dynamiques contemporaines d'inversion ou, au moins, de transformation des rapports de domination avec la prise en compte croissante de la société civile.

Les questions posées sont nombreuses et les réponses apportées extrêmement riches. Et c'est aussi une des qualités de cette entreprise de recherche collective que de laisser le lecteur avec de nombreux éléments d'information et de réflexion mais également d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche. Ainsi par exemple, à la question « comment les revendications sociales, en particulier identitaires, s'incarnent-elles dans les recensements ? », on voit bien comment systèmes politiques, paradigmes de l'altérité et catégories de recensement forment des régimes d'historicité qui convergent vers la production de groupes ethniques et raciaux, mais on aimerait désormais en savoir plus sur l'articulation entre affirmations identitaires et recensements : quels sont les acteurs, les pratiques, les négociations qui rendent effective la traduction des revendications populaires en catégories administratives ? On aimerait ouvrir les « boîtes noires » de l'Etat, des « autorités civiles et religieuses » (p. 98), comme le fait l'article de Luis Fernando Angosto Ferrández sur le Venezuela en se situant à l'intérieur de l'Etat, dans les rivalités entre organes administratifs.

Une autre piste d'analyse émerge pour des recherches futures, celle de l'utilisation des recensements par les administrations et par les acteurs sociaux. Comme le suggère le texte de Gloria Patricia Lopera Mesa sur la Colombie, il ne s'agit pas seulement, pour les populations indiennes, d'être comptées mais de compter, c'est-à-dire d'obtenir une place de citoyen à part entière. De fait, les textes apportent des analyses précieuses sur le rôle des recensements dans une logique de politique de reconnaissance ; mais ils n'abordent pas la question du multiculturalisme sous son autre visage, celui d'une politique de redistribution. Quelles sont les conséquences des recensements sur les mobilisations sociales ? Sur les politiques mises en œuvre ? Sur la redistribution des ressources ? Sur l'accès aux droits ? La notion de « filtre initial » (p. 251) est une piste tout à fait stimulante, en posant le recensement comme un « filtre » donnant accès – ou pas – à des droits territoriaux et à une représentation politique.

Je terminerai par une réflexion d'ordre plus méthodologique. On a parfois l'impression, à la lecture des différents chapitres, qu'il y aurait une « réalité » objective extérieure aux recensements et à laquelle les catégories et résultats des recensements sont – implicitement ou explicitement – comparés. Les textes livrent une présentation historique et géographique des groupes ethniques à laquelle se conforment ou pas les recensements qui « surestiment » et le plus souvent « sous-estiment » (par exemple p. 146 ou p. 239) le nombre « réel » d'individus indiens ou afro-descendants. Si l'accent est mis sur le caractère construit des données de recensement, il ne faut pas oublier que ce caractère s'applique à tous les chiffres, estimations ou définitions des populations indiennes ou afro-descendantes. Il ne s'agit pas de savoir « qui a raison » des recensements, des organisations ethniques ou des scientifiques mais bien de considérer (tous) les chiffres avancés comme les résultats de logiques sociales d'action et de rapports de force.